



Directeur de la publication
Philippe Miquel
CPPAP 0609 S 06978
PriCPPAP : 0609 S 06978
Prix : 1 €
Imprimé par :
SNUipp 40
17, rue de la Résistance
40999 SAINT-BASILE-DES-TOURNAIS
40200 SAINT-ETIENNE-CARSIAN
emai : es.40@snuipp.fr
site internet : <http://40.snuipp.fr>
site Internet : <http://40.snuipp.fr>

Dispensé de timbrage

Ouvertures 40

P

PRESSE

DISTRIBUE PAR

LA POSTE

Déposé le 22 octobre 2008

SNUIPP des Landes

Sommaire

Editorial	p 1
Actualité syndicale : Rénions d'information syndicale	p 2
Métier : le SMA	p 2
Action syndicale : ASH. RASEDen danger !	p 3
Action syndicale : Stage "Spécial Maternelle"	p 3
Métier : 60 heures, Où en est-on dans les Landes ?	p 3
Basic instit	p 4
Spécial Paritaires : <i>cahier central</i>	
Se syndiquer : <i>cahier central</i>	

Bimestriel

n° 96

octobre 2008

EDITO : Relever la tête

Philippe Miquel, Secrétaire départemental

Deux mois après le début de l'année scolaire, le climat dans les écoles est à l'image des feuilles qui tombent et des jours qui raccourcissent.

Dans la période cruciale de la rentrée où chacun doit s'investir pleinement, les enseignants voient leur charge de travail s'alourdir pour mettre en place des réformes qu'ils n'ont pas souhaitées.

Documents administratifs à remplir, concertations multiples et précipitées, horaires modifiés et activités mise en place à la va-vite sans aucune aide ni directive de la part d'une administration qui applique à la lettre la consigne ministérielle : « Débrouillez-vous ». Le discours dominant qui porte le discrédit sur l'école primaire et ceux qui y travaillent ainsi que les attaques quasi quotidiennes envers notre métier (suppression des RASED, recul du droit syndical, projet d'E-PEP, réforme du mouvement des personnels...) participent largement de cette morosité ambiante.

Le SNUipp vous invite à combattre cette résignation contre-productive, à relever la tête et faire à nouveau valoir notre fierté professionnelle, notre expérience pédagogique, notre volonté collective de transformer l'école pour la rendre plus juste, plus ambitieuse, plus efficace.



Après le succès de la grande manifestation du 19 octobre, nombreux sont les rendez-vous que nous nous fixons pour passer à l'offensive : rassemblement départemental le 19 novembre pour défendre et promouvoir les RASED ; journée d'information syndicale du SNUipp 40 le 20 novembre à Pontonx ; stage syndical école maternelle le 11 décembre à St Pierre du Mont.

Faire vivre un syndicalisme rassembleur, unitaire, démocratique et représentatif est une nécessité dans la période. La responsabilité en revient à chacun d'entre nous en y contribuant par son adhésion individuelle mais aussi en s'exprimant pour choisir ses représentants dans les élections professionnelles.

**du 22 octobre au 2 décembre,
Votez, faites voter pour les
candidates et les candidats
du SNUipp 40**

SPECIAL ELECTIONS PARITAIRES



SUR L'AGENDA :

22 octobre :

Elections paritaires : début du vote par correspondance.

12 novembre

Réunion intersyndicale AVS/EVS : 14h 30 école de Pontonx

19 novembre :

Défense des RASED : rassemblement départemental.

20 novembre :

Permutations informatique : Ouverture du serveur

20 novembre :

journée d'info syndicale : Pontonx sur Adour

2 décembre :

Elections paritaires : vote dans les écoles de 8 classes et plus

11 décembre :

stage syndical : spécial Ecole Maternelle St-Pierre du Mont

Ouvertures 40

Bulletin de la section départementale du **SNUIPP** des Landes

ACTUALITÉS SYNDICALES JOURNÉE D'INFORMATION SYNDICALE.

Réunion d'info syndicale : 20 novembre à Pontonx : se battre pour ses droits.

En profitant du passage de toutes les écoles françaises à la semaine à quatre jours, le ministère de l'éducation a rédigé une circulaire indiquant aux inspecteurs d'académie que les réunions d'information syndicale devraient désormais se tenir hors du temps d'enseignement devant les élèves (et en dehors des 60 heures d'aide personnalisée).

Pour autant, les textes réglementaires régissant le droit syndical n'ont été en rien modifiés !

Lors d'une réunion de « concertation » avec les représentants du personnel, l'inspectrice d'académie a demandé aux organisations syndicales d'organiser leurs réunions dans ce

cadre en permettant aux collègues de retrancher les horaires sur les temps d'animation pédagogique ou sur la journée de solidarité. De façon unitaire, les syndicats ont refusé cette proposition qui restreint les possibilités d'organisation de ces journées et compromet leur fréquentation.

Après la mise en place du service minimum d'accueil, il s'agit clairement d'une nouvelle attaque contre le droit syndical des personnels. Une pétition unitaire a été rédigée (en ligne sur <http://40.snuipp.fr>) que nous vous invitons à signer largement.

Dans ce contexte, la participation d'un maximum de collègues à la réunion d'information syndicale que le SNUipp tiendra le

20 novembre à Pontonx revêt un caractère symbolique.

En plus d'être le traditionnel lieu d'échanges, d'informations et de débat, cette journée sera une occasion de montrer notre attachement aux droits syndicaux et de poser un acte de résistance face au diktat du Ministère.

Nous vous attendons donc nombreuses et nombreux pour aborder les nombreux dossiers qui agitent cette rentrée en présence d'un secrétaire national du SNUipp.

Le programme complet et les modalités de cette journée vous seront communiqués dès que possible.

Philippe Miquel



Inscription en ligne : <http://40.snuipp.fr>

L'INFORMATION SYNDICALE sur temps de travail : UN DROIT POUR TOUS

cf. décret du 28 mai 1982 relatif aux droits syndicaux dans la fonction publique.

Qu'est ce que l'information syndicale ?

Les organisations syndicales sont autorisées à tenir, pendant les heures de service, des réunions d'information.

Dans le premier degré, elles prennent la forme de deux demi-journées par an. Dans notre département, le SNUipp a pour habitude de regrouper ces 2 demi journées en UNE seule journée.

Qui peut participer ?

Chacun, syndiqué ou non, a le droit de participer à une réunion d'information syndicale de son choix, rémunérée.

Le "capital" de 2 demi journées par an est individuel et ne concerne que les réunions d'information syndicale. (Ne pas confondre avec les réunions statutaires du syndicat telles les Assemblées Générales ou congrès pour lesquelles des Autorisations Spéciales d'Absence peu-

vent être accordées par l'administration uniquement sur présentation d'une convocation nominative émanant du syndicat).

Comment participer ?

Il n'y a ni autorisation individuelle à demander, ni convocation à présenter, ni de réponse à attendre. Chaque participant doit informer son IEN de sa participation à la réunion. Il faut également prévenir les parents d'élèves.

METIER SERVICE MINIMUM d'ACCUEIL

SMA : Sabotage des Mobilisations Attendues ?

Actuellement, la loi sur le droit d'accueil qui restreint l'exercice du droit de grève met en place trois dispositions principales. Deux d'entre elles sont en vigueur depuis le 1er septembre 2008 (mise en place par les communes du service minimum d'accueil en cas de grève; déclaration préalable de 48 heures). La troisième (négociation préalable avec les organisations syndicales) entrera en vigueur lorsque le décret en Conseil d'Etat sera publié.

Lors d'une réunion avec les représentants du personnel le 24 septembre, l'inspectrice d'académie a fait part de son inquiétude quant à la charge de travail importante qui incombe à ses services dans l'application de cette loi : recenser toutes les déclarations d'intention des personnels par courrier et fax 48 heures avant la grève (dont un jour ouvré) et communiquer aux mairies toutes les écoles qui ont au moins

25 % des enseignants en grève pour qu'elles organisent un accueil :

Avec les 360 écoles landaises dont 70 % à 4 classes et moins, on se prépare une belle pagaille pour le prochain mouvement de grève qu'on espère très suivi !

Le SNUipp a rappelé son opposition totale au principe de cette loi qui s'attaque à un droit constitutionnel. Le récent mouvement de grève des écoles parisiennes du 17 octobre,

largement suivi, vient de montrer que même en ville, le dispositif était inapplicable : de nombreuses écoles sont restées fermées sans aucun SMA !

A nous de faire la même démonstration éclatante dans le prochain mouvement de grève en fermant le maximum d'écoles avec le concours des nombreuses municipalités landaises opposées à la loi ou incapables de l'appliquer !

JLouis Saubion

ACTION SYNDICALE

ASH

RASED en danger ! Agir pour défendre et promouvoir les réseaux d'aide.

Comme on le fait pour les animaux qu'on emmène à l'abattoir, le ministère et l'administration ont bien pris garde de ne pas inquiéter trop tôt les personnels des RASED du destin funeste qu'ils leur réservaient.

L'annonce brutale est tombée avec le projet de budget 2009 : 3000 postes de maîtres G et E supprimés dans les réseaux d'aide spécialisés aux élèves en difficulté.

Un scandale absolu dans la forme avec un mépris total pour les personnels et leur professionnalisme mais aussi sur le fond pour des élèves en difficulté clairement abandonnés "sur le bord du chemin".

L'inspectrice d'académie ayant "prudemment" annulé sa réunion départementale du 15 octobre à destination des personnels des

réseaux, le SNUipp a pris l'initiative d'une action intersyndicale. Il vous fournit toute l'information nécessaire sur ce dossier et vous invite à réagir collectivement.

Signez la pétition nationale en ligne sur le site spécial : <http://www.sauvonslesrased.org/>

Imprimez et faites signer largement la pétition départementale unitaire*.

Présentez la motion* dans les conseils d'école de rentrée.

Participez au rassemblement départemental le 19 novembre, 11 heures devant l'inspection académique.



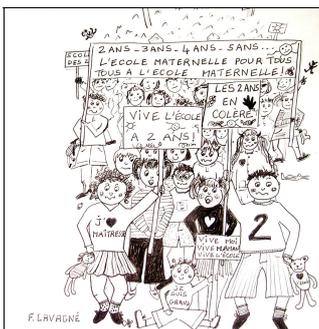
(*La pétition, la motion, les modalités précises sur le site du SNUipp40.

Christine Poulet

DERNIERE MINUTE : Présence massive et remarquée des personnels RASED dans la manif nationale du 19 octobre.

ACTUALITÉS SYNDICALES

STAGE SYNDICAL ouvert à tous Spécial Maternelle.



L'école maternelle a de l'avenir : le 11 décembre à Saint Pierre du Mont.

C'est le titre d'un numéro spécial de fenêtres sur cours paru en septembre (disponible à la section). C'est aussi le message fort que nous devons adresser à l'opinion publique alors que le Ministre lui-même n'a cessé de discréditer l'enseignement préélémentaire pour mieux y supprimer des postes.

Dans les Landes, l'école maternelle paye au prix fort le déficit de postes : les enfants de moins de trois ans restent à sa porte (seulement 480 accueillis contre 880 il y a 6 ans), les effectifs y sont chargés et les enseignant(e)s y sont souvent les exclu(e)s de la formation, de l'animation pédagogique et peu souvent remplacé(e)s.

Le SNUipp 40 dont une des élues, Martine Pouly, siège à la commission nationale maternelle, a décidé de remettre sur le devant de la

scène le rôle et les missions de l'école maternelle. Il prend l'initiative de relancer les actions du collectif « Touche pas à la maternelle » et organise un stage syndical sur l'école maternelle ouvert à tous.

Ce stage (sur temps de travail) aura lieu le jeudi 11 décembre au forum de Saint-Pierre du Mont en présence de Sylvie Chevillard, conseillère pédagogique à Orléans, membre du GFEN et spécialiste de l'école maternelle.

Au programme

Langage et inégalités sociales : intervention de Sylvie Chevillard et débat.

Table ronde : l'école maternelle landaise, état des lieux

Attention si vous souhaitez participer à ce stage, vous devez adresser une autorisation d'absence (modèle en ligne sur votre site) à votre inspecteur avant le 11 novembre.

Inscription sur le site du [snu40](http://snu40.org)

METIER

AIDE PERSONNALISÉE

60 heures : A l'heure du grand « débrouillez-vous » national, qu'en est-il dans les Landes ?

Chacun s'accordera à dire que « l'affaire des 60 heures », véritable casse-tête pour les équipes, est le champion vénéneux de l'automne scolaire 2008. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le projet est indigeste: stigmatisation des élèves en difficulté, alourdissement de la journée scolaire, augmentation des inégalités entre les écoles et les personnels, menaces sur l'avenir des RASED... la liste des griefs est lourde.

Lors de l'audience du 24 septembre avec les élus du personnel, puis à la réunion des directeurs du 1er octobre à Montfort, madame l'Inspectrice d'Académie a laissé entrevoir pour les équipes la possibilité d'ouvrir une brèche dans le cadre strict posé, à condition que les propositions se concentrent sur le traitement de la difficulté scolaire. Le vent de la liberté pédagogique pourrait donc de nouveau souffler en direction du public choisi, des stratégies retenues ou du temps de concertation.

Hélas, force est de constater que dans certaines circonscriptions,

il n'en est rien, puisque des projets pourtant construits dans la réflexion et la cohérence n'ont pas été validés...

Le SNUIPP40 demande donc une harmonisation départementale et la validation de tous les projets. Il a adressé un courrier en ce sens à l'inspectrice d'académie. Nous appelons tous les collègues à ne pas se censurer, et à proposer des projets qui laissent aux équipes du temps pour l'analyse, la réflexion et la concertation, au besoin ne pas perdre de vue que les 60 heures peuvent alimenter les besoins en formation... dont nous manquons cruellement, faut-il le rappeler ?

De même, aucune précipitation n'est de mise dans la transmission des documents de « pointage » fournis par l'administration aux directeurs et aux TR qui laissent apparaître un climat de suspicion pour le moins désagréable.

Le SNUipp 40 interviendra officiellement en CAPD sur ce sujet.

« On rappellera que le premier outil à mobiliser, c'est l'acte d'enseignement lui-même, dans la classe avec tous les élèves »... Cette phrase est extraite d'un discours provenant du syndicat des IEN de la FSU.

S'ils le disent...

Françoise Cavagné

BASIC INSTIT

Dans cette rubrique d'expression libre : billets d'humeur, réactions, positions, par rapport au métier

Nous attendons vos contributions...

« On vit une époque une époque formidable ! » Il tue à petit feu son enfant mais personne ne prend la peine de lui faire comprendre qu'il est en train de commettre un crime contre l'humanité. A partir de quel moment passe-t-on du statut de témoin à celui de complice ? Peut-on résister seul devant son poste de télévision ? Non ! bien sûr que non entendrait-on. La réponse doit être collective. Mais alors, pourquoi sommes-nous si peu nombreux dans la rue ?

Si je ne me trompe pas (ou alors suis-je au bon endroit ?) l'ambition, que j'espère partager avec mes camarades, est de participer à la transformation de l'école condition sine qua non pour transformer la société. C'est ma motivation principale pour exercer ce beau métier (il est dur, stressant mais tellement beau !). Or que se passe-t-il depuis plusieurs années ! Une bande de vilains s'amuse à détruire certaines avancées et à construire une école du « vivre chacun pour soi » avec pour seule ambition instruire pour offrir une main d'œuvre docile aux classes dominantes. Alors que moi, utopiste que je suis, je rêverais plutôt à éduquer les futurs citoyens en

La réponse doit être collective.

Mais alors, pourquoi sommes-nous si peu nombreux dans la rue ?

Mais que fait le syndicat !!!!!

construisant avec eux tous les outils nécessaires pour qu'ils puissent s'épanouir, être autonomes (et donc libres !) et mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent pour qu'ils puissent mieux y vivre. D'autres motivations, toutes aussi importantes, sont plus corporatiste : statut de fonctionnaire (seul garant d'une fonction publique de qualité et d'une égalité entre tous les citoyens sur l'ensemble du territoire), le salaire (notre pouvoir d'achat ne cesse de reculer alors que la charge de travail s'accroît), la sécurité de l'emploi (protégée simplement par notre statut),...etc.

Or, tout ce qui nous poussait à faire ce métier, est en train d'être effacé par une droite ultra libérale, réactionnaire et antisociale. S'il ne nous reste plus que la motivation de gagner sa croûte, on va pouvoir réfléchir à changer de métier ou à se révolter. Ah, tiens, en voilà une idée ! Mais comment exprimer cette colère individuelle en action collective ? Plusieurs pistes s'offrent à nous.

Nous avons la grève d'un jour (« Y'en a marre des grèves d'un jour ! Ca sert à rien ! On offre une journée de salaire au gouvernement !). Bon d'accord pas de grève d'un jour. Allons soyons jusqu'au boutiste et proposons la grève reconductible (« Mais, il est fou, comment va-t-on payer le loyer ? J'ai des enfants à nourrir !). Le problème est que l'argent est le nerf de la guerre.

Donc il faut essayer de proposer des actions dans lesquels nos collègues ne vont pas perdre d'argent : des rassemblements le soir (« je peux pas, j'ai piscine ! », « c'est trop loin, je vais rentrer trop tard et j'ai ma classe à préparer. », « cela va faire tard pour mes enfants ! », le mercredi ou le samedi (« je dois emmener mon fils au rugby », « c'est le jour des courses ! »), le dimanche (« Ah ! Non ! C'est le jour de la famille »). « Paroles, paroles, paroles... » Il ne nous reste donc plus qu'à râler seul devant Pujadas ou Ferrari !

Il est par conséquent aussi facile à ce gouvernement de détruire plus d'un siècle de conquêtes sociales que pour nous de se trouver une excuse pour ne pas montrer collectivement notre mécontentement.

Et là, généralement, on entend « mais que fait le Syndicat ! ». C'est facile de se déresponsabiliser en invoquant que le Syndicat ne fait rien ou qu'il ne prend pas les bonnes décisions (« Moi je ferai ça ! » Ah non ! Moi je pense plutôt qu'il faudrait faire ça ! »).

Mais qui est ce monsieur Syndicat dont tout le monde se plaint et qui est responsable de tant de maux ! Cherchons un petit peu. Mais bien sûr ! Mr Syndicat c'est toi, c'est elle, c'est lui, c'est vous, c'est eux, c'est NOUS. Il est beau ce « NOUS » mais il se mérite aussi.

Damien Delavoie

Alors, camarade, il va falloir que nous soyons honnêtes vis-à-vis de nos élèves, de nos enfants et aussi de nous-mêmes. Quelle école voulons nous ? Quelle société dans l'avenir ? Quels moyens vais je mettre personnellement dans l'action collective ?

Si le projet de l'école de Darcos et celui de la société de Sarkozy qui en découle ne vous hérissent pas le poil, alors vous avez raison : pourquoi se déplacer un soir alors que Julien Courbet passe à la télé ? Pourquoi se fatiguer à monter sur Paris le 19 octobre alors que l'on peut tranquillement s'adonner aux joies du houblon devant un irrésistible Saint-Jean de Marsacq/Pouillon.

Regardons la vérité en face. Personne n'ira manifester à notre place. L'opposition (s'il y en a une !) n'inversera pas la pente. Nous avons tous la responsabilité de notre avenir et de celui de nos enfants. Nous avons tous la responsabilité de nous battre pour changer les choses et le devoir d'essayer même si rien ne nous garantit la victoire. Souvenez-vous des leçons du passé : ceux et celles qui se sont engagés dans la résistance, ne se sont pas demandés s'ils avaient une chance de gagner. La seule chose qu'ils avaient à l'esprit, c'était que s'ils ne faisaient rien, ils étaient sûrs de perdre.

N'ayons rien à regretter et nous en sortirons grandis.



- > Une offre claire et sans surprise.
- > Des crédits, des assurances et des services bancaires spécifiques.
- > Un personnel compétent qui vous conseille dans votre Caisse, par courriel ou par téléphone.
- > Une éthique mutualiste authentique.

6, rue de la Tuilerie
BP 23107 - 31130 BALMA

Tél. : 05 62 27 59 10

E-mail : 02290@cmma.creditmutuel.fr

Ouvert du Mardi au Samedi matin

LA BANQUE DU MONDE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Crédit  Mutuel
Enseignant
www.cme.creditmutuel.fr